

## **Le conseil d'administration de la FEDIL a procédé à une première évaluation du rapport Fontagné**

Le sujet de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise a figuré à l'ordre du jour du conseil d'administration de la FEDIL qui s'est réuni le 3 décembre dernier sous la présidence de M. Charles Krombach.

Au chapitre des sujets d'actualité, le conseil d'administration a procédé à une première évaluation du rapport établi par le professeur Lionel Fontagné, expert français chargé par l'Observatoire de la compétitivité de faire un état des lieux de la compétitivité du Luxembourg et de dresser un tableau de bord reprenant les principaux indicateurs économiques et sociaux.

De prime abord, la FEDIL soutient le professeur Fontagné dans sa définition de la notion de la compétitivité, décrite non comme un «objectif ultime» ou encore une fin en soi, mais comme un moyen permettant de maintenir le système social, le niveau d'emploi et, en fin de compte, le bien-être individuel.

De l'avis de la FEDIL, le rapport Fontagné, présenté en date du 30 novembre dernier, dénonce clairement un certain nombre de faiblesses structurelles du Luxembourg et souligne la nécessité de procéder à des réformes dans de nombreux domaines.

Le rapport note, par exemple, que le Grand-Duché, en 4 ans, a accumulé 3,3 points d'inflation de plus que ses principaux partenaires commerciaux, 2,4 points par rapport à la moyenne de l'UE15 et 4,5 points de plus que son voisin allemand.

Un autre constat dressé par le rapport Fontagné concerne l'évolution des salaires en relation avec la productivité: depuis 1990, les salaires ont augmenté une fois et demie plus vite que la productivité dans l'économie luxembourgeoise et qu'au rythme observé depuis 2000, les coûts auront doublé en 2011, par rapport à 1990.

C'est ainsi que l'expert indépendant conclut notamment que «le réveil pourrait être douloureux, si des ajustements ne sont pas réalisés rapidement... [et que] le niveau de richesse du pays permettrait de traiter les problèmes en amont (...) de façon à préserver les équilibres sociaux».

Partant du constat que le rapport présenté par le professeur Fontagné est un diagnostic qui devrait interpeller à bien des égards, la FEDIL est cependant d'avis qu'une analyse davantage



## COMMUNIQUE DE PRESSE

plus sectorielle aurait permis de déceler les points forts et les faiblesses de l'économie nationale, surtout en ce qui concerne son positionnement au sein de la Grande région.

C'est ainsi que la FEDIL rejoint le professeur Fontagné qui, lui-même, est d'avis que les données statistiques «gagneraient à être compilées sur une base régionale, et non limitée au Luxembourg», ceci afin de mesurer la compétitivité ou encore la productivité des entreprises luxembourgeoises dans un contexte régional.

De façon générale, les dix domaines d'actions proposés par le professeur Fontagné sont une bonne base permettant d'entamer des discussions au sein du Comité de coordination tripartite.

Cependant, la FEDIL insiste sur la nécessité de tirer les bonnes conclusions qui découlent du rapport Fontagné et rejoint la proposition du ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, qui a souhaité que le rapport Fontagné aboutisse à la mise sur pied d'un véritable «pacte pour l'innovation et le plein emploi» au Luxembourg. D'ailleurs, la FEDIL est prête à s'engager afin que les conclusions du rapport Fontagné puissent mener à des réalisations concrètes en faveur du redressement de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise.

Faisant le lien avec l'imminente présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2005, le conseil d'administration de la FEDIL a également constaté que le rapport Fontagné rejoint parfaitement les discussions en cours sur le plan européen.

En effet, dans son récent rapport, le Groupe de haut niveau, présidé par l'ancien Premier ministre hollandais, Wim Kok, a relevé que la stratégie de Lisbonne visant à faire de l'Union européenne l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde à l'horizon 2010, est loin d'avoir atteint ses objectifs. Bien au contraire, l'Europe a perdu du terrain face à ses principaux concurrents mondiaux et doit absolument renforcer son action dans les domaines de la croissance et de l'emploi, ceci afin que le fossé ne s'agrandisse davantage.

Toujours selon le rapport du Groupe de haut niveau Kok, ce bilan décevant est avant tout dû à un manque de détermination politique aux niveaux nationaux et exige des actions concrètes, notamment en ce qui concerne l'environnement R&D, l'intégration du marché intérieur, la réduction des charges administratives, la flexibilisation des marchés de l'emploi et l'amélioration des performances dans les domaines de l'éducation et de la formation continue.

Considérant la présidence européenne au cours de la première moitié de 2005, le conseil d'administration de la FEDIL plaide ainsi pour que le gouvernement luxembourgeois se consacre avec détermination à la relance de la stratégie de Lisbonne, condition indispensable pour un redressement de la compétitivité, tant sur le plan européen que national.

Luxembourg, le 7 décembre 2004